

JUSTICE POUR NUEVA LINDA !

Les personnes et organisations ci-dessous signataires déclarons :

- que le paysan guatémaltèque Héctor René Reyes Pérez a été enlevé le 5 septembre 2003 sur ordre du propriétaire terrien de Nueva Linda de Retalhuleu, l'espagnol Carlos Vidal Fernández et ses gardes de sécurité, selon l'enquête réalisée par la police guatémaltèque elle-même.
- que, bien que des plaintes aient été posées et que la procédure ait été respectée afin de mener à bien les enquêtes pertinentes, l'Etat s'est refusé à rendre justice dans cette affaire ; en revanche le groupe paysan qui s'est organisé pour revendiquer ses droits a été victime de nombreux abus, eux aussi demeurés impunis :
- L'agression et la tentative d'enlèvement d'Eustaquio Reyes le 2 avril 2004 par Anastasio Fernández, père de Carlos Vidal Fernández.
- L'enlèvement, suivi d'actes de tortures et de l'assassinat d'Eufemia López Morán le 25 avril 2004 par des membres de la milice privée de Carlos Vidal Fernández.
- L'expulsion violente de la propriété Nueva Linda par la police et l'armée le 31 août 2004, lors de laquelle 25 paysans furent capturés, torturés et certains d'entre eux victimes d'exécutions extrajudiciaires : Rocael Angel Monzón (20 ans), Anastasio López Cos (72 ans), David Natanael Cabrera García (17 ans), Sabina Cabrera (32 ans et enceinte), Jacobo Abraham vicente Elías (17 ans), Mauro López (51 ans), Víctor Pérez Vásquez (16 ans), Edwin Anibal Gramajo González (43 ans), Miguel Ramos Quich (69 ans), Pedro López Vásquez (43 ans, retrouvé 72 heures après son assassinat).
- L'enlèvement des paysans Jorge Armando López Pelicó, Arnolando Poma y Enrique Tux Sánchez le 23 janvier 2005 par le propriétaire terrien Virgilio Casado et ses gardes de sécurité, restitués 12 heures plus tard à la Bureau du Procureur des droits de l'Homme.
- La répression armée par la milice privée chargée de la sécurité de la propriété, le 20 janvier 2006, laquelle s'est soldée par des blessures par balle sur 3 paysans du groupe Pro Justicia : Roberto Miguel González, Macario Gómez et Barnabé Guillén.
- Après deux occupations pacifiques et deux expulsions violentes de la propriété Nueva Linda, les paysans ont décidé de camper sur les bords de la route face à l'entrée principale, dans le but de se protéger mutuellement et de continuer la lutte, résistant à la faim, aux intempéries et au harcèlement permanent de la milice privée et de la Police nationale civile. En outre, presque tous les propriétaires terriens de la région se sont mis d'accord pour ne pas employer qui que ce soit ayant des liens directs ou indirects avec le mouvement paysan Pro Justicia.
- Nous considérons que cette affaire est emblématique de la situation qui prévaut au Guatemala.

Au regard des éléments précités, nous exhortons :

1. les autorités judiciaires du pays, issue aussi bien du Pouvoir judiciaire que du Ministère Public et de la Police nationale civile, à accélérer les enquêtes afin d'aboutir à l'arrestation et au jugement des responsables des abus commis contre les paysannes et les paysans de Nueva Linda, ainsi qu'à la réparation morale et économique pour les familles de victimes.
2. le gouvernement de la République du Guatemala à en finir avec la répression contre les paysans du groupe Pro Justicia Nueva Linda et à contribuer à ce que toute la lumière soit faite sur cette affaire le plus vite possible.

[illegible]